

**Cette politique économique a été une catastrophe pour les communautés de ce pays: la quarante-et-unième lettre d'information (2018).**



Chers amis, chères amies,

Salutations depuis le bureau du **Tricontinental: Institut de recherche sociale**.

Andrés Manuel López Obrador – ou AMLO – est devenu président du Mexique le 1er décembre. Le chef du parti Morena (Mouvement national de régénération), López Obrador, arrive à la présidence par la gauche. Dans son discours inaugural, il a clairement exposé les deux raisons pour lesquelles la moitié de la population mexicaine vit dans la pauvreté : le modèle néolibéral de gouvernance économique et politique ainsi que la « corruption publique et privée la plus crasseuse ». López Obrador a déclaré qu'il ne poursuivrait pas l'administration de son prédécesseur parce qu'« il n'y aurait pas assez de tribunaux ou de prisons » pour les coupables. Au cours des quatre dernières décennies, a souligné M. López Obrador, le Mexique a suivi un cadre politique désastreux – le néolibéralisme – qui a été une catastrophe pour la vie publique du pays. Pour notre théorie du néolibéralisme, veuillez lire notre premier **document de travail** – *Dans les ruines du présent*.

Cent trente Mexicains se tournèrent vers López Obrador pour obtenir un tant soi peu d'espoir d'un nouveau leader qui soit là pour eux. Depuis la crise de la dette du tiers monde au début des années 1980, des États comme le Mexique ont été contraints par le Fonds monétaire international (FMI) et les marchés financiers mondiaux à cannibaliser leur richesse. Les ressources du Mexique ont été données à de gigantesques entreprises internationales et à sa propre oligarchie financière (dirigée par Carlos Slim Helú, l'un des hommes les plus riches du monde, dont la richesse provient du pillage des ressources publiques, comme lorsque l'État lui a livré Telmex, le monopole des communications du Mexique, en 1990). Il convient de rappeler les années qui se sont écoulées depuis la crise de la dette jusqu'à la vente en catastrophe des actifs publics du Mexique, que la Banque mondiale a **qualifiée** de « modèle ». Le gouvernement a vendu plus de 80 % de ses 1 155 entreprises. Alvaro Cepeda Neri écrivait alors à La Jornada : « Le butin de la privatisation a fait des multimillionnaires de treize familles, tandis que le reste de la population – environ huit millions de Mexicains – a subi la même paupérisation progressive comme s'ils avaient subi une guerre ». Plunder définit l'histoire du Mexique, depuis la saisie par les États-Unis de la moitié des terres mexicaines en 1848 (y compris la Californie riche en or) jusqu'à la déflation du potentiel du Mexique par l'ALENA en 1994. C'est trop demander au gouvernement de López Obrador de résoudre tous les problèmes du Mexique en un seul mandat. Le nouveau gouvernement ne peut pas tout changer. Mais elle peut commencer à modifier l'orientation de la politique de l'État.

Les gouvernements de gauche de l'hémisphère, sous l'immense pression des États-Unis, se sont réunis autour de López Obrador pour son inauguration. Il y avait Evo Morales de Bolivie et Miguel Díaz Canel de Cuba. Le Vénézuélien Nicolas Maduro est venu malgré l'immense pression de la droite et des libéraux mexicains pour annuler son invitation. Daniel Ortega du Nicaragua n'est pas venu. La pression exercée par les États-Unis n'est pas négligeable. L'administration du président américain Donald Trump a inventé une phrase – *troïka de la tyrannie* – pour désigner Cuba, le Nicaragua et le Venezuela. Les États-Unis sont impatients de poursuivre le changement de régime dans l'un ou l'autre ou dans tous ces États (comme je le note dans mon **rapport** pour *Frontline*). La guerre hybride est dans les cartes, ce qui inclut l'encouragement de la rébellion civile et l'utilisation des médias sociaux pour promouvoir les mensonges de toutes sortes (pour une idée précise des menaces imminentes, veuillez **lire** l'interview de John Pilger avec Jipson John et Jitheesh PM, de notre boursier du **Tricontinental : Institut de recherche sociale** et lire *Hybrid Wars* d'Andrew Korybko, disponible gratuitement **ici**). Maduro a reçu la douche froide de la droite et des libéraux, mais il a été **accueilli** par les syndicats mexicains. Les lignes de bataille sont bien tracées.

L'image ci-dessus a été réalisée par Elena Huerta Muzquiz (1908-1997), l'une des grandes artistes communistes du Mexique.



Au sud de Mexico, à Buenos Aires, les États du Groupe des Vingt (G20) se sont rencontrés, ont discuté entre eux et se sont ensuite retirés dans leurs diverses crises insolubles. La réunion s'est tenue au centre des congrès de Costa Salguero – à l'abri des voix fortes et claires des manifestants. Les manifestants sont venus parce que, comme le note notre équipe au bureau du **Tricontinental: Institut de recherche sociale** à Buenos Aires dans son **Bulletin** régulier et dans notre dernier **Dossier**, l'effondrement économique en Argentine a été constant et le peuple argentin pointe du doigt – comme López Obrador – le cadre politique plutôt que le destin. Lorsque les gens ont posé des questions sur le cadre politique qui a fragmenté leur vie, la réponse des dirigeants du G20 a été écrite en gaz lacrymogène. C'est le langage des dirigeants du G20. C'est ce que López Obrador veut éviter.

Aucun véritable accord ne pourrait sortir du G20 car la crise du capitalisme ne peut être résolue dans le cadre du néolibéralisme. Seuls des changements cosmétiques peuvent être apportés, seuls des changements supplémentaires peuvent être demandés à une population déjà épuisée sur la planète.

Le tableau ci-dessus – de 1934 – est de l'artiste argentin Antonio Berni (1905-1981) appelé *Manifestación*. D'une manifestation à une autre époque de crise financière à une autre manifestation pour notre époque.



Une réunion plus importante a eu lieu simultanément à Vienne (Autriche) au siège de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), sous la garde des détachements paramilitaires d'élite de l'AMGE. Ici, la Russie et l'Arabie saoudite sont arrivées à la conclusion que les prix du pétrole devraient augmenter. Maintenant que les États-Unis ont étranglé l'Iran et le Venezuela, il est considéré comme acceptable de laisser le prix du pétrole grimper. Il n'y a pas de solution ici. L'Inde et la Chine envisagent sérieusement la création d'un club d'acheteurs de pétrole (comme je le signale **ici**). Les tensions entre l'OPEP+ (qui inclut la Russie) et les « acheteurs asiatiques de pétrole », qui représentent un tiers du marché mondial du pétrole, produiront certainement des crises en cascade. Le gaz lacrymogène à Paris (voir ci-dessus) a été l'un des fronts de cette crise, alors que la population est descendue dans la rue contre la hausse du prix du carburant (pour plus de détails, veuillez lire le **rapport** de Susan Ram). Il y aura beaucoup plus de ces épisodes sur les prix du carburant et sur la destruction du climat.

M. López Obrador, qui a été **averti** par le FMI de ne pas intervenir dans le sort de Pemex – la compagnie pétrolière d'État du Mexique – ou d'intervenir auprès des sociétés pétrolières monopolistiques, a maintenant dit aux compagnies pétrolières que si elles n'investissent pas davantage dans l'exploration et la production, il ne leur permettra pas d'étendre leurs activités au Mexique. L'augmentation de la production de pétrole a évidemment des répercussions sur l'environnement. Mais il s'agit là d'un problème mondial que le Mexique ne peut résoudre en mettant fin à l'exploration pétrolière par fiat (voir notre 33<sup>rd</sup> **bulletin** sur ce thème). Elle a besoin de revenus provenant de quelque part pour s'attaquer aux graves problèmes de la pauvreté au Mexique.



Le 30 novembre, des dizaines de milliers d'agriculteurs et des milliers d'autres personnes qui les accompagnaient ont traversé Delhi pour demander une session parlementaire afin de répondre à leurs besoins. L'un des slogans les plus résonnants était *ayodhya nahin, karz maafi chahiye* - 'Pas Ayodhya. Nous voulons que notre dette soit annulée. Il s'agit de la ville d'Ayodhya, dans le nord de l'Inde, où les forces de l'extrême droite (le BJP et ses alliés) ont détruit une mosquée du XVI<sup>e</sup> siècle en 1992. Cette année encore, la droite avait prévu de marcher vers Ayodhya et d'exiger qu'un temple hindou soit construit sur les ruines de la mosquée. C'est la dynamique politique désagréable qui a propulsé le Premier ministre Narendra Modi au pouvoir. La marche des paysans – menée par une série d'organisations dont la **All-India Kisan Sabha** – a sapé la toxicité. Elle a forcé les agriculteurs et les travailleurs agricoles à s'attaquer aux problèmes actuels – prix élevés des intrants, bas prix des produits de base, prêteurs prédateurs, dette, famine. Nous voulons que notre dette soit annulée, disaient-ils, pas un autre temple construit qui crée un conflit social.

Nos amis des **People's Archive of Rural India** et de **Newslick** ont couvert les manifestations, nous donnant un aperçu de la vie des agriculteurs et des travailleurs agricoles qui sont venus à Delhi. Quoi que nous cultivions « , a dit l'un des agriculteurs, » nous subissons des pertes « . C'est le résultat de la politique économique qui a été un désastre.

Dans un bref **article**, l'économiste Prabhat Patnaik suggère que la situation va encore se détériorer en cette période de crise permanente. Le Tiers-Monde, écrit-il, » sombre dans une longue période de stagnation. Cela apportera une détresse aiguë aux travailleurs, car l'accumulation primitive de capital aux dépens des paysans et des petits producteurs qui avaient accompagné le boom capitaliste, se poursuivra sans relâche, tandis que la stagnation ne fera que réduire davantage la création d'emplois dans le secteur capitaliste ». Aucune solution n'est apparente dans ce cadre politique – le cadre que López Obrador promet au Mexique d'essayer de quitter.

Dans notre 40<sup>e</sup> **newsletter**, nous avons rendu hommage au Dr Amit Sengupta, membre de longue date du Parti communiste de l'Inde (marxiste), leader du mouvement scientifique populaire et du mouvement pour la santé du peuple. Il a également été l'un des organisateurs de l'Assemblée populaire internationale, un réseau mondial de mouvements de gauche. Notre image cette semaine – ci-dessous – continue notre hommage à Amit.

Chaleureusement, Vijay.

PS: vous pouvez trouver sur notre **site web** nos newsletters précédentes, ainsi que nos documents de travail, nos carnets et d'autres choses encore! Cette lettre d'information est disponible en français, en portugais, en espagnol et, de temps en temps, en turc. Si vous voulez la traduire dans une autre langue, veuillez nous en informer.

*\*Traduit par Alexandre Bovey*

